

LE JOUR, 1950
9 MARS 1950

APPEL A LA SAGESSE

Les difficultés dites économiques qui nous séparent de la Syrie pourraient bien être au fond des difficultés politiques ; car si vraiment la Syrie voulait redresser une situation qui la dérange, elle aurait recours à d'autres procédés ; elle ne nous demanderait pas la lune alors que, pour sortir d'embarras, elle n'aurait qu'à mieux régler sa boussole.

Si les affaires économiques, financières, monétaires, budgétaires syriennes se laissent discuter si vivement, nous n'y sommes littéralement pour rien. Le Gouvernement syrien est seul maître, dans ce domaine, du présent et de l'avenir.

Que les libanais soient bien attentifs ! Le Liban a fait et fera toujours l'impossible pour arranger les choses avec nos voisins les plus chers. Il n'est pas de compromis acceptable à quoi il ne se soit pas prêté. Il n'est pas de conversation utile qu'il n'ait essayé de prolonger jusqu'à l'extrême limite du raisonnable. Il n'est pas de sentiment fraternel à quoi il veuille se soustraire. Et la bonne volonté libanaise aura toujours la valeur d'une page d'histoire. Mais le Liban n'ira certainement pas au suicide pour qu'une expérience désastreuse pour la Syrie elle-même soit tentée. La thèse syrienne qui est, au fond, celle de l'autarcie (au prix d'une muraille de Chine) est devenue incompréhensible ; et la thèse monétaire syrienne paraît si loin des principes traditionnels (auxquels reviennent tous les pays) qu'on ne peut rien corriger ou améliorer en s'y associant.

Le Liban fera sans doute ce qu'il pourra pour faciliter la tâche. Mais il n'ira pas au-delà des forces humaines. A partir de ce tournant critique, c'est la Syrie qui assumera toutes les responsabilités. Il reste entendu que, contrairement à ce que pensent certains Syriens induits en erreur ou attachés à un préjugé, le Liban a le plus grand souci de la prospérité syrienne. Il y trouve le plus grand intérêt. Dans la mesure où nous nous défendons, nous défendons l'avenir d'une Syrie que nous souhaitons indépendante et prospère. Une Syrie appauvrie, une Syrie sous le joug et livrée arbitrairement aux complications économiques ferait tort au Liban, son voisin et son client immédiat.

Si le Gouvernement syrien se figure que, dans notre attitude purement défensive, il y a quelque manœuvre ou quelque désir de lucre, il se trompe. Nous ne cherchons pas autre chose que le bien commun et la paix. Mais à notre place, personne ne se résignerait à se soumettre à une pression aussi inadmissible que vaine.

Si la Syrie, pour redresser ses affaires, faisait comme nous avons fait, elle serait encore à temps pour rétablir un sage équilibre ; mais elle ne peut pas, après les vicissitudes que chacun connaît, nous demander de la suivre aveuglément. Si le Gouvernement syrien cherche en Syrie un regain de popularité à nos frais, son illusion peut être grande. Le Liban est un client d'une qualité telle qu'on ne s'expose pas à fermer la frontière de son côté pour le plaisir de lui imposer une politique déraisonnable.

Nous sommes convaincu que les questions syro-libanaises en cours et à l'état aigu seront traitées avec la plus extrême prudence, la plus extrême sagesse. Mais on ne demandera pas aux Libanais de s'ouvrir le ventre ; on ne demandera pas aux habitants de ce pays d'avaliser des procédures aussi hasardeuses qu'illusoires.

La Syrie, nous l'espérons bien, réfléchira encore avec nous à ces graves questions. Elle ne nous mettra pas inutilement devant des exigences sans issue.